



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

27 MARS AU 2 AVRIL 2023

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 27 mars au 2 avril 2023

Focus : Le budget fédéral 2023-2024



La Vice Première Ministre et Ministre des Finances, Chrystia Freeland, a présenté le 28 mars le budget fédéral pour 2023-2024. Le déficit prévu pour 2024 ressort à 40 Md CAD (27 Md€), 10 Md CAD (7 Md€) de plus par rapport aux estimations de novembre. Le budget prévoit en effet 67 Md CAD (45,5 Md€) de dépenses supplémentaires sur 5 ans, mettant l'accent sur la transition énergétique (21 Md CAD sur 5 ans), la santé (33 Md CAD sur 5 ans dont 13 Md CAD pour l'élargissement des soins dentaires à tous les Canadiens) et le soutien au pouvoir d'achat des plus modestes (3,3 Md CAD sur un an). La croissance devrait atteindre 0,3% en 2023, avant de rebondir à 1,5% en 2024. Esquissée en novembre dernier, la réponse canadienne aux subventions de l'*Inflation Reduction Act* mobilise près d'un tiers (31%) des dépenses additionnelles, soit 21 Md CAD (14,2 Md€) sur cinq ans et 83 Md CAD (60 Md €) à horizon de 2034. Plusieurs crédits d'impôt ont été annoncés : un crédit d'impôt de 30% pour les investissements dans les industries critiques de transition (minéraux critiques, filière nucléaire, industrie de l'automobile zéro-émission), un crédit d'impôt échelonné de 10% à 40% pour la filière hydrogène, un crédit d'impôt de 15% pour les investissements dans l'électricité décarbonée et l'élargissement à la géothermie d'un crédit d'impôt de 15% déjà existant pour les investissements en capture carbone. Le budget reprend également l'idée d'une taxe sur les rachats d'action pour les sociétés, analogue à celle prévue dans l'*Inflation Reduction Act*, d'un montant de 2% sur tous les types de rachat d'actions par les sociétés.



Politiques économiques

La Banque du Canada se déclare "prête à agir" contre les récentes turbulences bancaires

Le gouverneur adjoint de la Banque du Canada, Toni Gravelle, a déclaré le 29 mars lors de la conférence des services financiers de la Banque Nationale que la banque centrale se tenait prête à intervenir si des tensions sur le secteur financier canadien venaient à s'aggraver. Cette intervention, qui rappelle le rôle de garant de la stabilité financière de la Banque, visait à rassurer les marchés à la suite des turbulences provoquées par l'effondrement de la SVB début mars et du rachat forcé du Crédit Suisse par UBS. Toni Gravelle a insisté sur la bonne réputation du système financier canadien, l'un des plus solides au monde, où la dernière faillite de banque remonte à 15 ans. A noter que M. Gravelle a aussi évoqué à cette occasion une date de fin de la politique de resserrement quantitatif, débutée en avril 2022, comprise entre fin 2024 et début 2025.

La Saskatchewan annonce une nouvelle stratégie sur les minéraux critiques

Le gouvernement de la Saskatchewan a dévoilé le 27 mars sa nouvelle stratégie sur les minéraux critiques avec pour but de doubler la production d'ici à 2030. Le plan prévoit notamment que la province étende le crédit d'impôt pour l'exploration minière de 10% à 30%. De nouvelles subventions aux entreprises qui investissent dans l'exploration et l'extraction de minéraux critiques ont également été annoncées pour un montant de 3,25 M CAD (2,2 M€) annuel. Ces annonces font suite à un investissement provincial de 71 M CAD (60 M€). La stratégie prévoit également de réduire les formalités administratives et les délais d'attente, tout en réaffirmant l'importance accordée à l'impact environnemental des projets d'exploitation.

L'autorité fédérale de surveillance de la consommation financière propose d'aider les emprunteurs hypothécaires

L'organisme fédéral de surveillance de la consommation financière (OFSCF) a publié le 29 mars une série de propositions afin d'aider les emprunteurs

hypothécaires incapables d'honorer le remboursement de leur prêt. L'organisme propose par exemple d'allonger temporairement ou de façon permanente la durée des prêts et de ne pas imposer de pénalités supplémentaires dans le cas où la maturité de ces prêts serait allongée. Actuellement, les règles fédérales prévoient que la période de remboursement maximale soit de 30 ans. Ces propositions seront discutées par le secteur bancaire et le gouvernement jusqu'au 5 mai, avant une possible prise de décision. Premier signal positif pour le plan, le budget 2023 mentionne positivement les propositions de l'OFSCF.

Entreprises

La Banque canadienne d'infrastructure investit 277 M CAD dans une usine de biocarburant au Québec

La Banque canadienne d'infrastructure a annoncé le 27 mars son 1^{er} investissement dans les carburants à faibles émissions en engageant 277 M CAD (190 M€) dans une usine de biocarburants et de produits chimiques renouvelables à partir de déchets d'enfouissement et de déchets de bois. L'usine, située à Varennes (Québec), sera également financée par d'autres compagnies pétrolières comme le britannique Shell, le Canadien Suncor Energy, le Suisse Proman et le gouvernement du Québec pour un coût total de 1,2 Md CAD (800 M€) ; elle devrait être inaugurée en 2025.

QatarEnergy signe un accord de participation dans deux projets d'exploration offshore d'ExxonMobil au Canada

La société énergétique d'Etat qatarie QatarEnergy (1^{er} producteur de LNG mondial) a signé le 29 mars un accord visant à acquérir auprès de l'Américain ExxonMobil deux blocs d'exploration offshore situés sur la côte est du Canada. L'accord prévoit une participation de QatarEnergy à hauteur de 28 % dans le premier projet, ExxonMobil Canada détenant 50 % et Cenovus Energy 22 %, ainsi que 40 % dans le second projet, ExxonMobil Canada détenant 60 %. Il s'agit de la troisième participation de QatarEnergy, la société qatarie s'étant déjà lancée une première fois dans l'exploration offshore au Canada en 2021 au large de la côte de Terre-Neuve-et-Labrador.

Une fuite de produits toxique depuis une mine en Alberta signalée avec neuf mois de retard suscite les interrogations d'Ottawa

Depuis mai 2022, de l'eau contaminée s'écoule du projet de l'*Imperial Oil* dans la mine de Kearl en Alberta. Le gouvernement fédéral et le grand public n'ont été informés de la fuite qu'après neuf mois, lorsqu'un incident plus important s'est produit dans la mine, déversant 5,3 M de litres d'eaux usées dans la nature. En conséquence, le ministre de l'environnement, Steven Guilbeault, a déclaré le 29 mars que le fédéral allait réexaminer l'accord qui le lie avec le régulateur de l'énergie de l'Alberta, l'accusant de ne pas avoir rempli sa mission d'information du public. Le Chambres des Communes a également demandé à l'*Imperial Oil* et au régulateur provincial de témoigner auprès de la commission environnementale. Le régulateur provincial a quant à lui renvoyé la responsabilité à *Imperial Oil*, tout en assurant continuer les investigations sur l'incident.

Pieridae annule ses projets de transport de gaz occidental vers la côte Est

La société canadienne Pieridae Energy a annoncé le 27 mars annuler son plan de construction d'un gazoduc pour transporter du gaz naturel de l'Ouest canadien vers la Nouvelle-Ecosse, en raison de l'insuffisance de la capacité des gazoducs. En effet, des modernisations de pipelines localisés au Québec et en Ontario auraient été nécessaires pour transporter le gaz naturel de l'Ouest vers le site GNL de Pieridae à Goldboro (Nouvelle-Ecosse). Ce projet prévoyait d'exporter 10 M de tonnes de GNL par an, notamment vers l'Europe. Pieridae a en revanche annoncé une version réduite du projet initial, avec l'objectif d'exporter 3 M de tonnes de GNL par an, mais ce nouveau projet dépend désormais de la volonté du gouvernement du Nouveau-Brunswick, à qui il revient de lever le moratoire en vigueur depuis 2014 sur le *fracking* et le transit de gaz naturel issu du *fracking*.

La vente de la Silicon Valley Bank aux États-Unis ne concernera pas sa filiale canadienne

La banque américaine First Citizens a exclu les activités canadiennes de son offre de rachat de la SVB pour 16,5 Md USD, celle-ci opérant majoritairement dans les États

américains de la Côte sud-est et dans le Midwest. Pour rappel, le Bureau du surintendant des institutions financières canadien (BSIF) a mis en liquidation la branche canadienne de SVB le 15 mars, tandis que la société d'audit PwC a été désignée pour superviser la restructuration de la banque au Canada. Profitant de cette situation, des banques canadiennes comme la RBC, la CIBC et la BMO, auraient discrètement récupéré les anciens clients de la filiale canadienne de la SVB.

Une mine de lithium redémarre dans l'Ouest du Québec

L'Australien Sayona Mining et l'Américain Piedmont Lithium ont annoncé le 30 mars avoir redémarré leur production de lithium au Québec. Le projet appelé *North American Lithium*, situé à 60 km au nord de la région minière de Val d'Or, dans l'ouest du Québec, était en péril il y a encore trois ans. En effet, 400 M CAD (300 M€) avaient été dépensés pour construire une mine il y a dix ans, avant de se heurter à de nombreux problèmes opérationnels et à l'effondrement du prix des matières premières en 2014. *North American Lithium* prévoit d'augmenter sa production au cours des six prochains mois et d'expédier d'ici au troisième trimestre 2023 le lithium extrait aux fabricants de batteries et de voitures.

Le gouvernement fédéral autorise le rachat de Shaw Communications par Rogers sous conditions

Le ministre de l'Industrie François-Philippe Champagne a autorisé le 31 mars le rachat par Rogers de Shaw, ainsi que le rachat des licences de téléphonie de Shaw par Vidéotron, pour un total de 20 Md CAD (15 Md€). Ce rachat qui doit se conclure d'ici le 7 avril s'effectuera sous réserve de 21 conditions. Par exemple, Vidéotron s'engage à offrir et pendant 10 ans des forfaits téléphoniques 20% moins chers que ceux offerts par les autres acteurs du secteur. Elle s'engage également à investir 150 M CAD (100 €) pour moderniser ses infrastructures dans un délai de deux ans. Enfin Rogers s'est engagé à dépenser 1 MD CAD (700 M€) sur 5 ans pour étendre sa couverture 5G dans les régions à faible connectivité et à maintenir son siège social à Calgary pour les 10 prochaines années. En cas de non-respect de ces conditions, les entreprises s'exposent à des amendes allant de 100 M CAD à 200 M CAD.



Les événements du mois d'avril

Le 4 avril : France et Canada face au nouvel ordre du monde

S.E Monsieur l'Ambassadeur de France au Canada Michel Miraillet participera le 4 avril 2023 à la Conférence du CORIM « France et Canada face au nouvel ordre du monde ». Cette conférence couvrira les thèmes des atteintes à la démocratie et la tentation d'un ordre mondial autoritaire, la défense du multilatéralisme, du rôle de l'Union européenne et de la place de la coopération franco-canadienne dans la préservation des systèmes démocratiques. Inscription [ici](#).

Du 18 au 19 avril : 17^{ème} sommet annuel canadien sur la sécurité alimentaire

Le 17^{ème} sommet annuel canadien sur la sécurité alimentaire se déroulera du 18 au 19 avril 2023 à Toronto. Ce sommet représente une opportunité de découvrir les meilleures technologies de préservation des aliments afin d'accroître la transparence et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement des entreprises du secteur agroalimentaire. De nombreux experts en sécurité alimentaire provenant des plus grandes institutions et entreprises nord-américaines comme la Food and Drug Administration et Loblaws seront présents. Plus d'informations [ici](#).

Le 27 avril : 7^{ème} conférence annuelle du « *Canada East institutional Forum* »

Le 7^e conférence « *Canada East institutional Forum* » se tiendra le 27 avril 2023 à Toronto. Elle réunira les fonds de pension, les compagnies d'assurances, les fondations et les fonds de dotation, les régimes hospitaliers, les fonds souverains et des consultants parmi les plus influents de l'Amérique du Nord. Le programme couvrira l'allocation et la protection des actifs, les marchés des actions et les perspectives des marchés financiers et de l'économie mondiale. Cet événement, est conçu pour permettre à la communauté institutionnelle régionale de bénéficier d'un véritable apprentissage et d'un véritable réseautage entre pairs. Plus d'informations [ici](#).

Du 28 au 30 avril : Salon international du commerce, des affaires et des investisseurs

Le Salon international du commerce, des affaires et des investisseurs se tiendra à Toronto du 28 au 30 avril 2023. Le salon vise à promouvoir les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays et s'adresse à tous ceux qui souhaitent établir de nouvelles relations commerciales au Canada. Au programme, séance de réseautage avec des chefs d'entreprise, des experts en commerce international et des représentants politiques canadiens. L'événement comprendra une conférence, un atelier et un salon professionnel. Plus d'informations [ici](#).

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur du mois n	Valeur du mois n-1	Variation
Inflation de l'indice des prix à la consommation en glissement annuel	Février 2023	5,2%	5,9%	(-0,7) pt
Inflation de l'indice des prix des produits industriels en glissement annuel	Février 2023	126,4	127,4	-0,78%
Balance commerciale de biens	Janvier 2023	1,9 Md CAD	-160 M CAD	+1,8 Md CAD
Balance commerciale des services	Janvier 2023	-2,3 Md CAD	-1,3 Md CAD	-1 Md CAD
Taux de chômage	Février 2023	5 %	5%	0 pt
Ventes de gros	Septembre 2022	84,2 Md CAD	82,3 Md CAD	2,4%
Ventes de détail	Janvier 2023	66,4 Md CAD	65,4	+1,4%

Source : Statistique Canada

Quelques notes du mois de mars

Un budget fédéral sans surprise, entre réponse à l'IRA et sérieux budgétaire



La Vice Première Ministre et Ministre des Finances, Chrystia Freeland, a présenté le 28 mars le budget fédéral 2023-2024. Malgré des sous-jacents macroéconomiques plus dégradés qu'en novembre dernier, le gouvernement a cherché à tracer une ligne de crête bien difficile, entre sérieux budgétaire et financement des priorités : accélération des investissements dans la transition énergétique pour répondre à l'IRA américaine, augmentation des dépenses de santé, conformément à l'accord qui lie le gouvernement au NDP et aides ciblées aux plus défavorisés dans un contexte d'inflation encore élevée. Des priorités au rang desquelles ne figurent pas les dépenses de défense, malgré un soutien réaffirmé à la cause ukrainienne.

Canada : l'enjeu de la productivité

Le Canada est confronté depuis la fin des années 1990 à une érosion de sa productivité par rapport aux autres pays du G7, qui obère sa croissance potentielle malgré une immigration toujours très dynamique. La pandémie, marquée par un recul de la productivité sur 7 trimestres consécutifs avant un rebond fin 2022, a accentué cette dynamique face à laquelle le gouvernement, qui multiplie pourtant les initiatives, peine à trouver les solutions.



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre page [Linkedin](#) !

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international